

# ARRETE

ANNEE 2013 N° 1299 /MEF/DC/SGM/CF/SP

PORTANT POURSUITE DE L'EXPERIMENTATION DE  
L'ALLEGEMENT DU CONTROLE A PRIORI SUR CERTAINS  
TITRES DE PAIEMENT

## LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- Vu la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990, portant  
Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la proclamation le 30 mars 2011 par la Cour  
Constitutionnelle, des résultats définitifs de  
l'élection présidentielle du 13 mars 2011;
- Vu la Loi n° 86-021 du 26 septembre 1986, portant Loi  
organique relative aux lois de finances ;
- Vu la loi n° 2012-42 du 28 décembre 2012 portant Loi  
de Finances pour la gestion 2013 ;
- Vu le Décret n° 2012-191 du 03 juillet 2012, fixant la  
structure-type des Ministères ;
- Vu le Décret n° 2013-008 du 05 février 2013, portant  
composition du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 99-458 du 22 septembre 1999, portant  
approbation de la nouvelle Nomenclature du  
Budget Général de l'Etat adaptée aux normes de  
l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine  
(UEMOA) ;
- Vu le Décret n° 2001-039 du 15 février 2001, portant  
règlement général sur la Comptabilité Publique ;
- Vu le Décret n° 2000-601 du 29 novembre 2000,  
portant nouvelles procédures d'exécution des  
dépenses publiques ;
- Vu le Décret n° 2005-789 du 29 décembre 2005,  
portant approbation du Cadre de Réforme de la  
Gestion Budgétaire Axée sur les Résultats ;
- Vu le Décret n° 2012-428 du 06 novembre 2012, portant  
attributions, organisation et fonctionnement du  
Ministère de l'Economie et des Finances ;

**LE CONTROLEUR FINANCIER**

Solange GOUNDETE ABOUDOU

### AMPLIATIONS :

JORB .....	01
MEF/SA .....	04
CF .....	02
DGB .....	02
DGTCP .....	02
IGF .....	02
IGE .....	02
Tous les ministères ....	26

- Vu le Décret n° 2011-270 du 02 avril 2011, portant attributions, organisation et fonctionnement du Contrôle Financier ;
- Vu l'Arrêté n° 2008-607/MEF/DC/CF/SP du 30 avril 2008, portant attributions, composition et fonctionnement des structures de conduite de la réforme du Contrôle Financier ;
- Vu l'extrait du relevé n° 20 des décisions prises par le Conseil des Ministres en sa séance du mercredi 08 juin 2011 ;
- Vu l'Arrêté n° 727/MEF/CAB/CF du 17 août 2011 portant allègement à titre expérimental du contrôle a priori sur certains titres de paiement.

## **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les titres de paiement relatifs aux dépenses ayant préalablement fait l'objet d'engagement juridique ne seront plus soumis au visa du Contrôleur Financier ou de ses Délégués. Il s'agit des mandats de paiement relatifs aux :

- **bons de commande ;**
- **contrats de marché ;**
- **décisions de mandatement ;**
- **titres de transport.**

**Article 2** : Les titres de paiement ci-après demeurent soumis au visa du Contrôleur Financier ou de ses Délégués. Il s'agit des :

- mandats de paiement des dépenses de personnel ;
- mandats de renouvellement d'avances ou de régularisation des ordres de paiement ;
- ordres de paiement (OP) ;
- autres titres de paiement n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 3** : Tous les projets d'actes d'engagement juridique de dépenses (bons de commande, contrats de marché et divers autres contrats, décisions de mise à disposition de fonds et de mandatement, etc.) sont obligatoirement soumis au visa du Contrôleur Financier ou de ses Délégués.

**Article 4** : La « constatation du service fait » relative aux engagements juridiques mentionnés à l'article 3 relève toujours de la compétence du Contrôleur Financier ou de ses Délégués dans le cadre des comités ou commissions de réception et de validation constitués à cet effet.



**Article 5 :** Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> se poursuivront à titre expérimental dans les ministères ci-après :

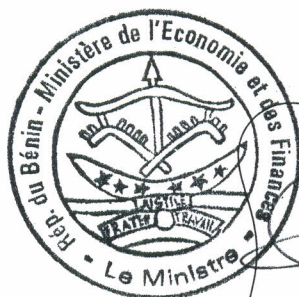
1. Ministère de l'Economie et des Finances ;
2. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
3. Ministère de la Santé ;
4. Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes.

**Article 6 :** Pendant la nouvelle période expérimentale d'un an, des évaluations trimestrielles seront effectuées par les Délégués du Contrôleur Financier des Ministères concernés sous la supervision du Groupe « Réforme du Contrôle Financier ».

**Article 7 :** Tout titre de paiement qui ne respecte pas les dispositions ci-dessus doit être systématiquement rejeté par le Comptable Public.

**Article 8 :** Le Contrôleur Financier, le Directeur Général du Budget, la Directrice Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, les Ordonnateurs délégués des ministères ciblés à l'article 5 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté durant la période d'expérimentation.

**Article 9 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires s'applique uniquement à la gestion budgétaire 2013 et sera publié au Journal Officiel de la République du Bénin et partout où besoin sera.



Cotonou, le 18 FEV 2013

  
**Jonas A. GBIAN**